

SOCIAL

Pour les agents des finances publiques, la coupe est pleine



MALAISE. Suppressions de postes, conditions de travail... : une quarantaine d'agents ont exprimé leur malaise, hier. CH. P.

Une quarantaine d'agents de la direction départementale des finances publiques se sont invités au comité technique local, hier à Auxerre, à l'appel du Snuï SUD Trésor, Solidaires et de la CGT finances publiques.

Objectif, dénoncer les suppressions de postes programmées en 2012 dans le cadre de la loi de finances ainsi que les conditions de travail au sein des services des impôts et des trésoreries.

Alors que 2.441 postes sont visés au plan national, « 16 suppressions sont prévues dans l'Yonne, où on perd une vingtaine de postes chaque année depuis cinq ou six ans », soulignent les représentants Snuï et CGT, qui ont boycotté la réunion (ceux de la CFDT et de FO, eux, siégeaient) après avoir remis une pétition signée par « 300 personnes ».

Effectives en septembre, ces suppressions toucheront « une dizaine des

30 sites », précise Jacques Saillard, directeur départemental, estimant que les structures concernées sont « en mesure d'absorber ces réductions d'effectifs. »

« On n'est plus au service du public »

Si l'intéressé assure que « le dialogue social reste ouvert », représentants du Snuï et de la CGT dénoncent un « malaise » croissant des agents (556 postes dans l'Yonne) : « La réduction des effectifs mais aussi la pression de la hiérarchie et l'empilement des réformes font que les conditions de travail se dégradent, comme l'accueil des contribuables, qui ont de plus en plus de mal à nous joindre au téléphone et doivent supporter des temps d'attente de plus en plus long quand ils se déplacent. On est censé être au service du public, mais ce n'est plus le cas. » ■

Christophe Pacalet
christophe.pacalet@centrefrance.com